

Inégalités, dysfonctionnements sociaux et souffrance

Partage international n° [361](#) - Septembre 2018

par Graham Peebles

D'année en année, les divisions économiques dans le monde s'accroissent et les problèmes sociaux qui leur sont associés s'aggravent : les riches s'enrichissent toujours plus, et, s'il est vrai que certains pauvres arrivent à s'extraire de la grande pauvreté pour accéder à une pauvreté relative, la majorité d'entre eux continue de vivre dans une grande insécurité économique et ont toutes les probabilités d'y rester.

Au sommet de la pyramide économique et sociale, on trouve les multimilliardaires (aujourd'hui au nombre de 2 208), dont 42 (61 en 2016) détiennent selon un récent rapport d'Oxfam - autant de richesse que la moitié de l'humanité la plus pauvre. Cette clique de super-riches s'est appropriée l'an passé 82 % de la richesse générée globalement sur la planète... alors que les 3,7 milliards de personnes qui composent la moitié la plus pauvre du monde n'ont vu aucune amélioration de leur situation.

Le plus grand défi de notre époque

L'inégalité des revenus et de la répartition de la richesse n'est pas simplement une question monétaire ; c'est une crise sociale complexe qui soutient et renforce les notions de supériorité et d'infériorité. Elle a été décrite par le président Obama en 2013 comme « *le plus grand défi de notre époque* ».

L'injustice sociale criante et les niveaux d'inégalité obscènes que l'on observe partout sont engendrés par le système économique néolibéral. Cette forme extrême de capitalisme s'est imposée aux Etats-Unis et en Grande-Bretagne au début des années 1980. A l'époque, R. Reagan et M. Thatcher ont bafoué les droits des travailleurs ; « social » était un gros mot, l'égoïsme et la cupidité régnaient en maîtres. Avec l'aide de la Banque mondiale et du FMI, le néolibéralisme s'est rapidement répandu dans le monde entier, injectant son poison jusque dans les plus petits villages avec son idéologie cruelle qui ne

peut qu'entraîner division et discorde. La marchandisation et la concurrence sont des principes tout-puissants qui ont infiltré tous les domaines de la vie. Tout est considéré comme une marchandise et la taille de votre compte bancaire détermine les soins de santé, l'éducation et le logement auxquels vous avez accès. Idem pour la culture et la liberté de voyager.

Dans un monde où tout a un prix, où tout est classé selon ce prix, les signes extérieurs de richesse et de statut social sont devenus des critères universels pour déterminer la valeur d'un individu. S'ensuivent comparaison et imitation, qui pervertissent l'individualité et nourrissent la peur - la peur de manquer, la peur de l'échec, la peur de ne pas être aimé, de ne pas « mériter » l'amour, de ne pas en être digne. Le ressentiment, la colère et le dégoût de soi s'accroissent, entraînant tout un éventail de problèmes de santé mentale comme l'anxiété, la dépression et la dépendance à la drogue et à l'alcool.

Bonheur et inégalité

Richard Wilkinson, professeur émérite d'épidémiologie sociale à l'Université de Nottingham, a beaucoup travaillé sur l'impact de l'inégalité financière sur la santé et le bien-être des sociétés. Afin d'étudier les niveaux d'inégalité au sein de divers pays, Wilkinson et son équipe y ont comparé les 20 % de la population les plus riches et les 20 % les plus modestes. Selon ce critère, le Japon, la Scandinavie (Finlande, Norvège, Suède et Danemark) sont les pays les plus égalitaires. La Slovénie et la République tchèque ont également évolué vers ce groupe. A l'opposé, Israël, la Nouvelle-Zélande, l'Australie, la Grande-Bretagne, le Portugal et les Etats-Unis présentent les niveaux d'inégalité les plus élevés. Des données récentes suggèrent que la Russie, l'Afrique du Sud et la Turquie devraient les rejoindre au classement des pays les plus inégalitaires. L'Allemagne, l'Espagne et la Suisse se situent quelque part entre les deux.

L'étude a aussi révélé des données intéressantes d'ordre social : les habitants des pays où règne la plus grande inégalité ont une espérance de vie inférieure à ceux des sociétés plus égalitaires ; ces pays connaissent également une mortalité infantile plus élevée, beaucoup plus d'homicides, une

population carcérale plus importante, davantage de grossesses chez les adolescentes, des niveaux inférieurs d'alphabétisation, plus d'obésité, moins de mobilité sociale et il y règne beaucoup moins de confiance parmi les habitants. Dans des pays plus égalitaires, comme la Suède et la Norvège, environ 65 % des personnes font confiance aux autres, alors que dans des sociétés inégalitaires comme les Etats-Unis, 15 % seulement admettent avoir confiance en leurs concitoyens.

Dans tous les domaines, les pays présentant des niveaux élevés d'inégalité ont donné des résultats plus mauvais – souvent beaucoup plus – que les pays plus égalitaires. Concernant la santé mentale, par exemple (chiffres de l'Organisation mondiale de la santé) : au Japon, environ 8 % de la population souffre d'un problème de santé mentale, contre 30 % aux Etats-Unis. Selon l'Unicef, les enfants sont considérablement plus sains dans des pays plus égalitaires, et se sentent beaucoup plus heureux.

Si l'un des principaux objectifs de tout système socio-économique est de créer un environnement dans lequel les êtres humains peuvent croître et vivre heureux ensemble, il faut savoir que les pays les plus égalitaires – Suède, Norvège, Danemark et Finlande – sont aussi les pays où les gens sont les plus heureux au monde. Dans toute la Scandinavie, les services publics – l'éducation (probablement la meilleure au monde), les soins de santé et le logement sont financés par un impôt prélevé de façon équitable. Ceci engendre naturellement plus de justice sociale et permet de développer la confiance ; et lorsque règne la confiance, les relations humaines sont harmonieuses. Les extrêmes de la richesse la plus extravagante et la pauvreté accablante n'existent pas dans ces pays ; la mobilité sociale y est plus grande et il est permis à chacun d'espérer accéder à une vie toujours meilleure. Comme le dit Richard Wilkinson : « *Si les Américains veulent vivre le « rêve américain », il faut qu'ils aillent vivre au Danemark.* »

Le premier devoir d'un gouvernement est de protéger le peuple. Cela implique non seulement de lutter contre le terrorisme et autres menaces, mais d'élaborer des politiques socio-économiques qui contribuent à la création d'un environnement sain et harmonieux. En soutenant les inégalités extrêmes et les problèmes sociaux qu'elles engendrent, les gouvernements des pays inégalitaires ont totalement échoué dans ce devoir fondamental. Les politiciens, qui dans bien des cas comptent sur les grandes entreprises et les riches bienfaiteurs pour financer leurs campagnes, sont aveugles aux défauts inhérents au système actuel et au mode de vie

malsain et négatif qu'il soutient.

A la lumière de ce qui précède, les arguments en faveur d'un changement fondamental de l'actuel ordre économique global et de l'abandon des valeurs destructrices qu'il promeut deviennent irréfutables. Pourtant, le changement ne se produit que progressivement et la résistance est grande. Il appartient aux gouvernements (en particulier dans les Etats les plus inégalitaires) de reconnaître le lien entre tous les problèmes sociaux et le paradigme socio-économique en vigueur, qui rend littéralement les gens malades et détruit l'environnement. Ils doivent investir dans les services publics, corriger les différences salariales extrêmes, interdire les primes, réformer la fiscalité et, au lieu d'imiter les Etats-Unis et la France qui adoptent des codes fiscaux qui favorisent les inégalités, se tourner vers les pays scandinaves et les prendre comme exemple.

Pendant trop longtemps, les systèmes socio-économiques ont été conçus et mis en place pour répondre aux désirs et aux intérêts d'un petit nombre de privilégiés, alors que la plupart des gens vivent dans l'insécurité financière. Cette injustice doit disparaître si nous voulons créer des sociétés harmonieuses. Ça passera par le partage des richesses. Que ceux qui possèdent à profusion acceptent de partager une partie de leur abondance, de sorte que tous puissent avoir assez ; pas de superflu, mais juste assez pour subvenir à leurs besoins fondamentaux.

Les riches doivent renoncer à la cupidité et au superflu (une nième voiture, une autre maison, encore plus de vêtements de marque, etc.) ; ce dont les pauvres ont un besoin absolu c'est d'abord de se libérer de l'exploitation, de l'insécurité financière et de la peur du dénuement ; ils ont besoin d'un logement digne, de l'accès à l'éducation, aux soins de santé et à la culture. Ces besoins essentiels sont les droits de tous. Lorsqu'ils sont respectés et concédés, ils contribuent largement à instaurer la justice sociale qui elle-même, permet le développement de communautés fonctionnelles, harmonieuses et bienveillantes dans lesquelles les conflits sont rares.

Auteur : Graham Peebles, écrivain indépendant britannique et travailleur caritatif, il a créé l'ONG The Create Trust en 2005 et a mené des projets éducatifs en Inde, au Sri Lanka, en Palestine et en Ethiopie.

Thématiques : [Société](#)

Rubrique : [Divers](#) ()